

GAGNER LA SOLIDARITE UNIVERSITAIRE ET LA BATAILLE DE L'OPINION**Amplifier la contestation du dispositif "master/concours"**

En quelques semaines, des dizaines de CA d'université, s'ajoutant aux conseils de départements, aux sociétés savantes, revendiquent avec force une vraie négociation appuyée sur un débat national pour améliorer la formation des enseignants (une dizaine de plus, la semaine dernière : Paris 13, Amiens, Chambéry, ...).

L'exigence est forte : report à 2011 de la date de nouveaux concours, dispositions transitoires favorables aux étudiants permettant un maintien des concours nationaux tous les ans, synergie des formations dans leurs dimensions scientifiques et professionnelles, articulées sur des stages reconnus et rémunérés. Elaboration concertée et non concurrentielle des parcours de formation PE, PLC, CPE.

Une rencontre avec la CPU jeudi 20, dans laquelle le SNESUP a porté ces revendications en liaison avec l'appel du 9 novembre, a illustré les blocages politiques actuels qui sont avant tout le fait des deux ministres X. Darcos et V. Péresse. Dans le supérieur, le dispositif "mastérisation", tel qu'il est aujourd'hui conçu par le ministère, vise à accélérer l'explosion du paysage universitaire, la concurrence entre les établissements et entre les collègues... au risque assumé d'une fragilisation de nombreux champs disciplinaires.

Le SNESUP appelle donc à amplifier la résistance collective sous toutes ses formes contre ce dispositif régressif.

Bataille acharnée du SNESUP pour faire entendre la voix de milliers de collègues

Aujourd'hui, 24 novembre, s'est tenu le CTPU (*) ignoré par la ministre qui montre ainsi son peu d'attachement aux garanties statutaires des enseignants-chercheurs. Le projet de décret sur lequel le ministère s'est arc-bouté a été très peu amendé au final hormis l'explicitation TP=TD (sans que cette évolution soit intégrée aux dotations en postes et en budget des établissements !) et la mise en perspective d'une instance locale de recours pour la définition des services. Le SNESUP s'est battu avec acharnement pour faire prévaloir les dimensions collégiales, scientifiques, pédagogiques du métier, contre l'explosion des statuts. Il a défendu en vain les fonctions actuelles et le rôle du CNU pour la détermination des promotions et pour les CRCT (*). Opposé à l'idée d'une contractualisation individuelle entre chaque enseignant-chercheur et le président d'université, il s'est battu article par article contre cette logique de gestion des carrières des collègues qui ignore le pluralisme scientifique et la richesse des disciplines. La modulation, au sens d'une augmentation des services d'enseignement pour la majorité des collègues soumis à l'arbitraire local, a malheureusement reçu un accueil souvent indulgent du SGEN et de SUP'Recherche-UNSA, favorables à un passage au plus vite aux dispositifs de « déconcentration ».

Au final : 9 contre (7 FSU – 2 Autonomes) ; 5 absentions (SGEN – UNSA) ; 14 pour (administration). FO, absent au moment du vote, s'étant prononcé contre.

(*) CTPU : Comité Technique Paritaire des Personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut Universitaire.

(*) CRCT : Congé de Recherche et de Conversion Thématique

Opinion publique et « veille de l'opinion »

Le SNESUP condamne les opérations de surveillance de l'opinion telles que lancées (avec appel d'offre) par le MESR pour mesurer la contestation de la politique du ministère. Ces dépenses conséquentes (220.000 euros) sont une nouvelle preuve du mépris affiché par le gouvernement à l'encontre des organisations syndicales et des instances représentatives (CTPU, CNESER, ...) dans lesquelles il peut trouver un reflet très réel des avis des personnels.

Le SNESUP demande l'annulation de cet appel d'offre. Le SNESUP appelle les universitaires à faire entendre nos revendications dans les médias nationaux et locaux. Il invite à la multiplication des initiatives collectives rendant visibles les luttes en cours (rassemblements, sit in, cours publics dans des lieux publics, ...). Il invite à relayer les rares interventions syndicales publiées dans la presse nationale ([Le Monde du 18 novembre](#) et [l'Humanité du 22 novembre](#) à retrouver aussi sur www.snesup.fr).

Mardi 25 : Journée d'action dans les IUT

Défendre le rôle et le potentiel des IUT

Judi 27 novembre : manifestons pour s'opposer au découpage du CNRS en instituts !

à 8 h au siège du CNRS (3, rue Michel-Ange – Paris 16^{ème}) : Bloquons le Conseil d'Administration

Manifestation à 11 h : manifestation-« déménagement » du MESR (rue Descartes) à l'ANR (rue de Bercy).

Un préavis de grève est déposé